

Une newsletter mensuelle

Vol 07 - Numéro 9
Août 2025

The Bottom Line

SOMMAIRE

Fiscalité Directe **2**

Fiscalité Indirecte **3**

Droit des Sociétés **4**

L'essentiel pour les CFO **5**

Fusions & Acquisitions **6**

Actualités Récentes **7**

Glossaire **8**

À Propos **9**

MÉTRIQUES

Indices

BSE SENSEX	79,810	-1.69%	▼
NSE NIFTY50	24,427	-1.38%	▼
NASDAQ Composite	21,456	1.58%	▲
NIKKEI 225	42,718	4.01%	▲

Devises

USD/INR	88.17	-0.74%	▼
Euro/INR	103.04	-3.07%	▼
GBP/INR	119.08	-3.00%	▼
JPY/INR	0.60	-3.25%	▼

Note: L'évolution d'un mois sur l'autre au 29 août 2025 est indiquée en pourcentage.
Source: NSE.com, BSE.com, NASDAQ.com, NIKKEI.com, Investing.com



FISCALITÉ DIRECTE

Circulaires / Notifications

Seuils de revenu relevés pour les exonérations d'avantages en nature liés aux salaires

Les seuils de revenu ouvrant droit à l'exonération de certains avantages en nature au titre des revenus de salaires sont relevés à compter du 1er avril 2025 (AY 2026-27). Conformément aux nouvelles règles, le seuil de revenu pour l'exonération accordée à certains employés passe de 50 000 INR à 400 000 INR, et le seuil applicable aux exonérations pour soins médicaux à l'étranger passe de 200 000 INR à 800 000 INR. Ces seuils se réfèrent au salaire ou au revenu brut total de l'employé et conditionnent l'éligibilité à l'exonération ; ils ne correspondent pas à la valeur monétaire des avantages en nature eux-mêmes.

Notification no. 133 of 2025 dated August 18, 2025

Décisions judiciaires

Décote admise sur la taxe due au titre de STCG sous le nouveau régime d'imposition des particuliers

Le Tribunal a jugé qu'un résident ayant opté pour le nouveau régime d'imposition des particuliers peut bénéficier d'une décote sur l'impôt relatif à des STCG provenant d'actions cotées si son revenu est inférieur à 700 000 INR. Il a précisé que, si le nouveau régime prévoit des taux spécifiques, il ne restreint pas la disponibilité des décotes, lesquelles relèvent d'un chapitre distinct de la loi. Le Tribunal a également relevé que les modifications envisagées dans le Finance Bill 2025 visant à empêcher ces décotes confirmaient implicitement l'absence de restriction en l'état du droit.

Jayshreeben Jayantibhai Palsana (ITAT Ahmedabad)

Les CCD conservent la nature de dette jusqu'à leur conversion en capitaux propres

Le contribuable avait justifié le taux d'intérêt servi sur des CCD selon la méthode CUP, en s'appuyant sur des données boursières et dépositaires. Le TPO a considéré les CCD comme un instrument hybride, ayant à la fois des caractéristiques de dette et de fonds propres. Il a retenu une méthode alternative et a estimé qu'aucun intérêt n'était dû sur la composante assimilée à des fonds propres. La DRP a confirmé cette approche et a désavoué la déduction des intérêts. En appel, le Tribunal a jugé que, jusqu'à leur conversion, les CCD conservent juridiquement la nature de dette et que les intérêts restent déductibles, indépendamment du traitement comptable sous Ind AS. Il a également estimé inopportun de fonder une ventilation dette/capitaux propres sur les seules normes comptables et a renvoyé le dossier pour un nouvel examen du benchmarking.

Goldman Sachs (India) Finance Pvt. Ltd. (ITAT Mumbai)

Services liés non imposables en tant que FTS lorsque la vente de logiciel n'est pas imposable

Le Tribunal a jugé que les paiements au titre de services de maintenance, d'assistance et de formation liés à la vente de logiciel ne peuvent être qualifiés de FTS. Ces services sont indissociables de l'utilisation du logiciel et la condition de « make available » prévue par la convention fiscale pertinente n'est pas satisfaite. Puisque la vente de logiciel n'est pas imposable en tant que redevance, les services afférents ne peuvent pas davantage être imposés comme FTS. Le Tribunal a rappelé

Seuils de revenu relevés pour les exonérations d'avantages en nature liés aux salaires

Décote admise sur la taxe due au titre de STCG sous le nouveau régime d'imposition des particuliers

Services liés non imposables en tant que FTS lorsque la vente de logiciel n'est pas imposable

que la charge de la preuve quant à la condition « make available » incombe à l'Administration, qui ne l'a pas établie, et a enjoint l'AO de supprimer le redressement.

Veritas Storage [Singapore] Pte Ltd. (ITAT Delhi)



FISCALITÉ INDIRECTE

Circulaires / Notifications / Communiqués de presse

Prorogation des échéances dans certaines villes du Maharashtra

La date limite de dépôt du GSTR3B pour le mois de juillet 2025 est reportée au 27 août 2025 pour les entités dont le lieu d'établissement est situé dans les districts de Mumbai (ville), Mumbai (banlieue), Thane, Raigad et Palghar, dans l'État du Maharashtra.

Notification No. 12/2025-Central Tax dated August 20, 2025

Principe de justice naturelle

Lorsque l'autorité fiscale d'État a refusé le crédit de taxe exclusivement sur la base d'un rapport de vérification de l'autorité centrale, sans procéder à sa propre évaluation, ce qui viole les principes de justice naturelle, l'affaire est renvoyée pour nouvel examen.

R.P. Techsoft International Pvt Ltd (Calcutta High Court)

Décisions judiciaires

La responsabilité d'un associé perdure en l'absence de notification de sa retraite

Lorsqu'un associé se retire d'une société de personnes sans qu'aucune notification n'ait été adressée à l'autorité compétente, la responsabilité de cet associé perdure.

Harvinder Singh (Punjab and Haryana High Court)

Rejet de remboursement pour divergences entre données GST et douanes

L'administration ne peut refuser un remboursement au seul motif d'un écart entre les déclarations GST et les données douanières, sans tenir compte des explications produites par le contribuable.

Aries Impex (Gujarat High Court)

Le retard de dépôt de la LUT ne justifie pas le rejet d'un remboursement

Un remboursement d'ITC non utilisé,

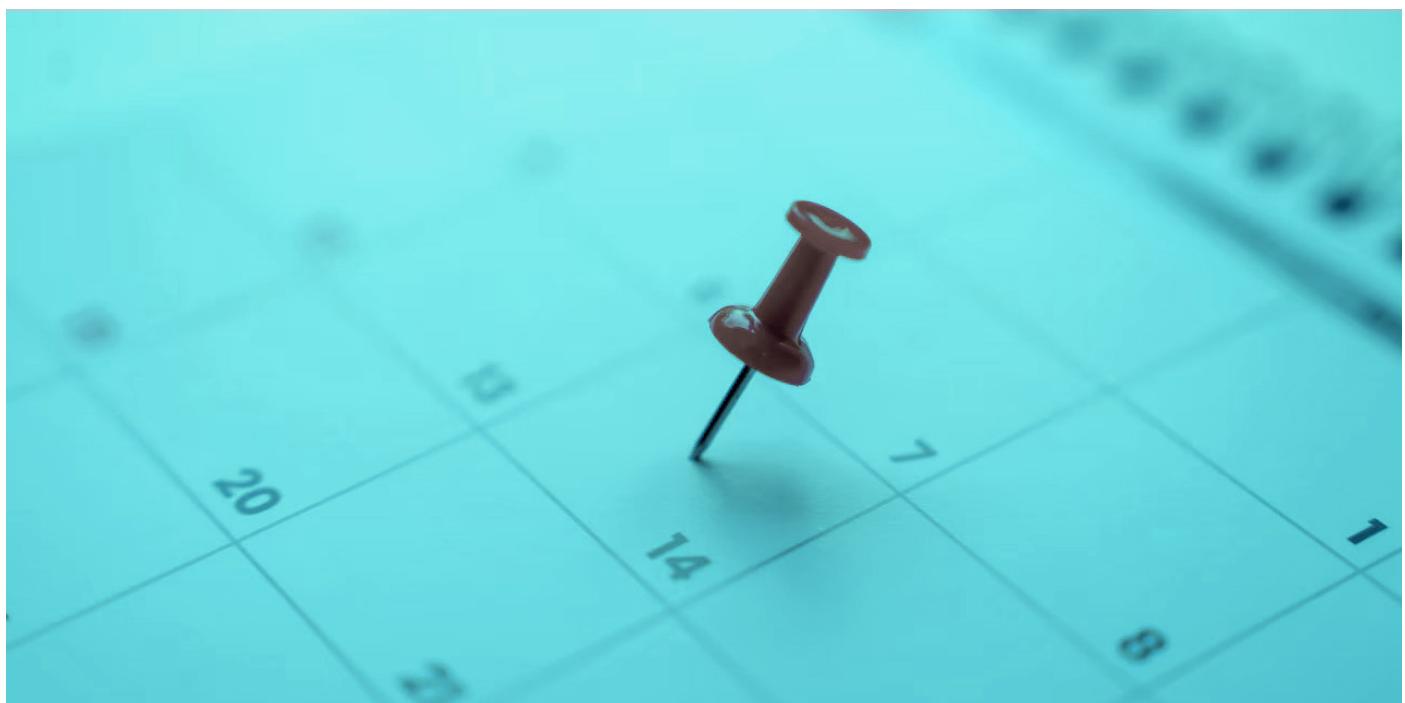
Prorogation des échéances dans certaines villes du Maharashtra

La responsabilité d'un associé perdure en l'absence de notification de sa retraite

Le retard de dépôt de la LUT ne justifie pas le rejet d'un remboursement

par ailleurs recevable, ne peut être refusé au seul motif que des exportations ont été réalisées avant le dépôt de la LUT sur le portail GST.

Alkesh Tacker HUF (Delhi High Court)



DROIT DES SOCIÉTÉS ET LÉGISLATIONS CONNEXES

Circulaires / Notifications

La supervision ESG transforme la responsabilité du conseil d'administration

Un rapport récent de commission parlementaire permanente indique d'intégrer les obligations ESG dans les devoirs fiduciaires des administrateurs. Ce serait un tournant majeur : l'ESG passerait d'une approche volontaire à une responsabilité juridique centrale. Les entreprises doivent se préparer à une nouvelle ère de responsabilité, les conseils et comités d'audit devant formaliser leurs stratégies et reporting ESG. Cette évolution devrait limiter le greenwashing et améliorer la transparence.

Twenty First Report of the Standing Committee on Finance presented to Lok Sabha on August 04, 2025

Les réformes Ind AS renforcent la transparence financière

Des amendements importants d'Ind AS introduisent des changements significatifs pour les entreprises qui appliquent ces normes : présentation, comptabilisation et informations à fournir sont rapprochées des normes IFRS. Les auditeurs doivent actualiser leurs méthodologies pour éviter les réserves, et les conseils d'administration évaluer l'impact sur des KPI tels que le bénéfice par action et les ratios d'endettement. Principales modifications :

- Allègement transitoire pour les premiers adoptants en qualité de bailleur lors de l'application d'Ind AS 116 - Leases : possibilité d'utiliser les faits et circonstances à la date de transition (y compris pour les composants « terrain » et « bâtiment ») pour classifier les

contrats en location-financement ou location simple à la date de transition vers les normes Ind AS.

- Ind AS 7 – Tableau des flux de trésorerie : obligation de divulguer les dispositifs de financement fournisseurs afin de permettre aux utilisateurs d'évaluer leurs effets sur les passifs, les flux de trésorerie et l'exposition au risque de liquidité.
- Ind AS 1 – Présentation des états financiers : un passif n'est « courant » que si l'entité ne dispose pas, à la date de clôture, du droit de différer son règlement d'au moins douze mois après cette date.

MCA Notification No. G.S.R.549(E) dated August 13, 2025

Commerce international en INR

La RBI a simplifié le règlement du commerce international en INR en autorisant les banques « Authorised

La supervision ESG transforme la responsabilité du conseil d'administration

Les réformes Ind AS renforcent la transparence financière

La RBI accélère l'internationalisation de l'INR

Dealer » à ouvrir des « Special Rupee Vostro Accounts » pour des banques étrangères sans approbation préalable de la RBI. Objectif : favoriser l'usage de l'INR dans les échanges internationaux.

RBI Notification RBI/2025-2026/71A.P. (DIR Series) Circular No.08 dated August 05, 2025



L'ESSENTIEL POUR LES CFO

Alignment du cadre ESG indien sur les standards internationaux

Des mesures sont définies pour rapprocher le cadre indien des standards internationaux comme l'ISSB et l'EU-ESRD. La SEBI impose aux 1 000 plus grandes sociétés cotées de publier sous le cadre BRSR, l'adoption restant volontaire pour les autres. Le cadre, aligné sur les pratiques mondiales, introduit des garde-fous anti-greenwashing via des KPI ESG obligatoires. Pour assurer la cohérence, l'ISF a publié des lignes directrices pour les divulgations « BRSR Core ». Le Ministère des PME organise des ateliers de conformité ESG dans le cadre du programme RAMP, afin de soutenir la montée en compétence et des pratiques durables.

La RBI clarifie le cadre du co-lending avec de nouvelles directives

Les « RBI (Co-Lending Arrangements) Directions, 2025 », applicables à compter du 1er janvier 2026, renforcent la clarté réglementaire et élargissent le champ du co-lending entre banques, NBFCs et AIFIs. Ces lignes directrices imposent aux entités régulées (RE) de conserver au moins 10 % de chaque prêt dans leurs propres livres

et d'appliquer des taux d'intérêt transparents accompagnés d'une fiche d'informations clés pour les emprunteurs. Les prêts doivent être enregistrés dans les livres des deux RE sous 15 jours, avec une séparation claire des comptes emprunteurs. Un Default Loss Guarantee pouvant aller jusqu'à 5 % est autorisé sous conditions précises. Les directives couvrent également la classification des actifs, la publication des partenaires de co-lending, et abrogent les circulaires de 2020 sur le sujet.

RBI : Simplification des règles pour garanties, co-acceptations et lettres de crédit

Les « NonFund Based Credit Facilities Directions, 2025 » unifient le cadre des garanties, lettres de crédit et co-acceptations, applicables à compter du 1er avril 2026. Elles consolident des décennies de circulaires pour plus de transparence et d'efficacité opérationnelle, et s'appliquent aux banques commerciales, banques coopératives, AIFI, NBFC et HFC. Elles couvrent définitions, conditions générales et procédures d'émission, en insistant sur la documentation et l'audit. Elles introduisent la PCE et

L'Inde aligne son cadre ESG sur l'ISSB et l'EU-ESRD

La RBI clarifie le cadre du co-lending avec de nouvelles directives

précisent les délais de remboursement et la classification des actifs.

SEBI : Renforcement de la conformité sur les seuils d'investissement minimum des SIF

Par circulaire du 29 juillet 2025, la SEBI renforce la compliance sur les seuils d'investissement minimum des SIF. La SEBI oblige les AMC à surveiller en continu le respect par les investisseurs du seuil minimal (1 000 000 INR) dans les SIF. En cas d'écart (rachats, transferts, opérations hors marché), les unités sont gelées et un préavis de 30 jours est adressé pour rétablir la situation. À défaut, les unités sont rachetées à la Valeur Nette d'Inventaire. La circulaire, d'application immédiate, requiert la mise en œuvre par les AMCs, RTAs et dépositaires.



FUSIONS & ACQUISITIONS

Les géants du capital investissement renforcent leurs positions dans les hôpitaux privés en Inde

Le secteur hospitalier privé indien, désormais estimé à plus de 80 milliards USD, connaît une mutation structurelle : de grands fonds de capital investissement augmentent rapidement leurs participations dans les chaînes leaders. Accéléré par la pandémie du Covid-19, le besoin de capitaux, de technologie et d'opérations à grande échelle a favorisé une consolidation à laquelle les fonds PE contribuent activement.

Des investisseurs comme Temasek, TPG, KKR, Blackstone et l'Ontario Teachers' Pension Plan détiennent

désormais des positions de contrôle ou de minoritaires significatifs chez Manipal Hospitals, Max Healthcare, Care Hospitals, KIMS Kerala, Sterling Hospitals et Sahyadri Hospitals. Par exemple, Blackstone détient environ 80% de KIMS Kerala et 73% de Care Hospitals, tandis que Temasek contrôle près de 59% de Manipal Hospitals.

Cet afflux de capitaux étrangers soutient à la fois l'extension des capacités et l'amélioration de la gouvernance et de l'efficacité opérationnelle. De nombreux groupes hospitaliers modernisent leurs installations, s'étendent vers les villes de rang II et III et se préparent à des introductions en bourse, Manipal Hospitals étant pressenti en tête de file.

Un enjeu subsiste : les horizons de retour des fonds PE (3-5 ans) ne coïncident pas toujours avec la vision de long terme requise par les infrastructures de santé. Certains observateurs craignent qu'une consolidation trop rapide ne priviliege la performance financière au détriment d'une attention soutenue à la qualité des soins et à l'accessibilité.

À terme, l'arrivée massive des PE pourrait accroître la compétitivité mondiale des hôpitaux indiens, notamment en tourisme médical et en soins spécialisés. Il sera toutefois essentiel de garantir une accessibilité équitable pour tous les publics. Les prochaines années diront si cette vague pilotée par le capital produit une croissance durable ou crée de nouvelles zones de tension dans l'écosystème de la santé.



ACTUALITÉS RÉCENTES



The Biome by Renous

22 août 2025

Ajay Sethi, Baker Tilly ASA India, invité d'honneur, a partagé ses réflexions sur l'internationalisation d'un cabinet indien, en insistant sur le rôle de l'échelle, de la confiance et de partenariats pertinents.

Entretien exclusif - Écosystème de l'audit en Inde (ETCFO)

1er août 2025

Ajay Sethi, Baker Tilly ASA India, a souligné l'urgence de renforcer l'écosystème de l'audit en Inde en développant un réseau robuste de cabinets (Top 20), plutôt que de se concentrer uniquement sur la création d'un Big Four indien.

Session technique sur CARO 2020 - Vizag Branch de l'ICAI

1er août 2025

Ramaswami GN, ASA, est intervenu comme lors d'une session technique sur CARO 2020. La séance a suscité un fort engagement autour des exigences clés d'audit et de reporting.

Au cœur des audits dans l'immobilier : ce qui les rend uniques et comment les mener à bien

4 août 2025

Auteurs : Sundeep Gupta & Aayush Ojha, Baker Tilly ASA India

L'article met en évidence la spécificité des audits dans le secteur immobilier : vérification de propriété, jugements d'évaluation et complexités de reconnaissance du revenu. Avec des projets pluriannuels et des exigences réglementaires accrues, ces audits dépassent le simple contrôle et exigent des méthodologies adaptées et une collaboration d'experts.

SMLDI 2025 - Nouvelles exigences de sécurité pour les industriels de la défense en Inde

19 août 2025

Auteurs : Bhushan Sharma, Shrikrishna Dikshit & Léa Parmentier, Baker Tilly ASA India

L'article souligne une refonte majeure du SMLDI, mis à jour en juin 2025, en réponse aux menaces géopolitiques, à la montée des cyberattaques et aux vulnérabilités de chaîne d'approvisionnement. Le nouveau cadre fixe des standards de conformité pour les industriels privés de la défense.

UPI Information Security and Compliance Framework 2025 : principaux points pour les parties prenantes

18 août 2025

Auteur : Rachit Shukla, Baker Tilly ASA India

L'article décrypte le cadre UPI 2025 : audits annuels, renforcement de la supervision et exigences de conformité accrues pour les fintechs et acteurs de paiement, dans un équilibre entre innovation, confiance et sécurité.

Leader speak

Online Gaming Bill

26 août 2025

Sundeep Gupta, Baker Tilly ASA India, observe que l'Online Gaming Bill constitue une étape importante pour le secteur, appelant à clarifier le positionnement des plateformes fondées sur l'adresse et à un cadre équilibré pour l'ensemble des parties prenantes.

Indépendance de l'audit en Inde

20 août 2025

Ajay Sethi, Baker Tilly ASA India, revient sur les progrès de l'indépendance

de l'audit en Inde, portés par les meilleures pratiques mondiales, un encadrement renforcé et une culture d'intégrité, ce qui accroît la crédibilité des informations financières.

Règles de financement fournisseurs

28 août 2025

Parveen Kumar, ASA, explique comment les nouvelles règles du MCA vont rebattre les priorités des CFO à partir de 2026, en favorisant davantage de transparence, de redevabilité et de conformité le long des chaînes d'approvisionnement.

Développer des cabinets d'expertise comptable compétitifs à l'international

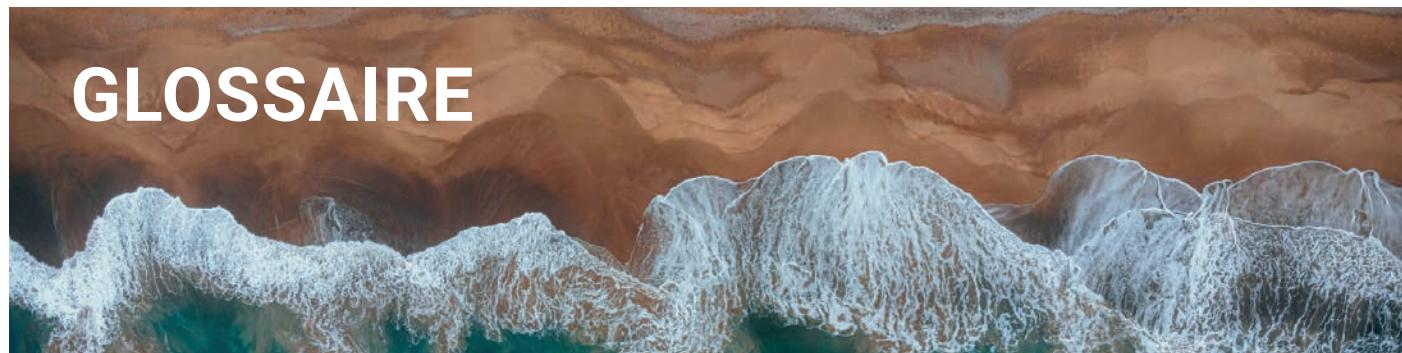
7 août 2025

Ajay Sethi, Baker Tilly ASA India, souligne que seules de véritables fusions, et non les simples alliances de marque, permettent aux cabinets indiens d'expertise-comptable d'atteindre la crédibilité, l'échelle et la compétitivité globale. Il appelle à des changements structurels pour renforcer l'écosystème indien des services professionnels.

Remplir le mauvais formulaire d'ITR

1er août 2025

Pankaj Aneja, ASA, explique dans India Today la marche à suivre en cas d'utilisation du mauvais formulaire ITR. Il est possible de déposer plusieurs ITR rectifiés si l'original a été déposé dans les délais. Remplir le mauvais formulaire peut entraîner des risques de déclarations défectueuses, de pénalités, de retards de remboursement et de contrôles accrus.



GLOSSAIRE

AIFI All India Financial Institution	EPS Earnings Per Share	ISF Indian Sustainability Framework	SOSA Strategic Oversight Services Agreement	RE Regulated Entity
AMC Asset Management Company	ESG Environmental, Social, Governance	ISSB International Sustainability Standards Board	NAV Net Asset Value	RTA Registrar and Transfer Agent
AY Assessment Year	EU-CSRD European Union Corporate Sustainability Reporting Directive	ITAT Income Tax Appellate Tribunal	NBFC Non-Banking Financial Company	SEBI Securities and Exchange Board of India
BRSR Business Responsibility and Sustainability Report	FTS Fee for Technical Services	ITC Input Tax Credit	PCE Partial Credit Enhancement	STCG Short Term Capital Gain
CCD Compulsory Convertible Debenture	GST Goods & Services Tax	ITR Income Tax Return	PE Permanent Establishment	SIF Specialised Investment Fund
CFO Chief Financial Officer	HFC Housing Finance Company	KPI Key Performance Indicator	RAMP Revitalising MSME through Augmenting & Modernisation of Programme	SMLDI Security Manual for Licensed Defence Industries
CUP Comparable Uncontrolled Price	IFRS International Financial Reporting Standards	LUT Letter of Undertaking	RBI Reserve Bank of India	
DLG Default Loss Guarantee	INR Indian Rupee	MCA Ministry of Corporate Affairs		
DTAA Double Taxation Avoidance Agreement	Ind AS Indian Accounting Standards	MSME Micro, Small and Medium Enterprises		

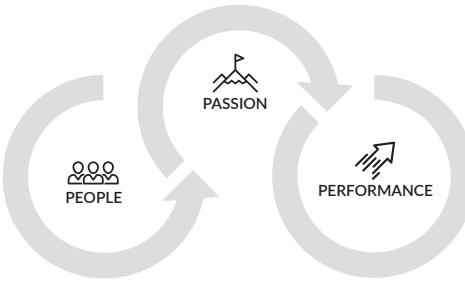
Votre avis nous intéresse.

N'hésitez pas à nous faire part de vos commentaires et suggestions à l'adresse suivante :

french.desk@bakertilly.in

À PROPOS

Un cabinet pluridisciplinaire offrant une gamme complète de services en stratégie d'entreprise, expertise comptable, conseil fiscal ainsi qu'en analyse financière et marketing.



SERVICES

- Comptabilité et soutien aux entreprises
- Assurance
- Conseil aux entreprises
- Automatisation et transformation digitale
- Gestion des risques
- Fiscalité
- Conseil en transactions

Des équipes solidement structurées, spécialisées par domaine, guidées par des professionnels compétents et expérimentés, présents à travers toute l'Inde, afin de garantir un excellent service aux clients.

ACTUELLEMENT POSITIONNÉ DANS LE TOP 10

DES CABINETS DE COMPTABILITÉ ET DE CONSEIL



18
Sites en Inde



70 Associés/
Directeurs

6000+
Clients

1200+
Professionnels
en interne

PRÉSENCE MONDIALE



43,000
Employés



700
Bureaux



143
Territoires



\$5.6 Mds
Chiffre d'affaires



Baker Tilly ASA India LLP

New Delhi (Corporate Office)

Aurobindo Tower

81/1 Third Floor Adchini

Aurobindo Marg

New Delhi 110 017, INDIA

T +91 11 4100 9999

Ahmedabad

306 - B, Pinnacle Business Park

Corporate Road, Prahlad Nagar

Ahmedabad, 380 015, INDIA

T +91 79 4891 5409

Bengaluru

53/B, LOLS Citadel Level 2 & 3

1st Main Road, 3rd Phase

Sarakki Industrial Layout

J P Nagar, Bengaluru 560078, INDIA

T +91 80 4907 9600

Chennai

Unit No. 709 & 710,

7th Floor 'Beta Wing'

Raheja Towers, New Number 177

Anna Salai, Chennai 600 002, INDIA

T +91 44 4904 8200

Gurgaon

Time Square Fourth Floor

Block B, Sushant Lok 1

Gurgaon 122 002, INDIA

T +91 124 4333 100

Hyderabad

Vasavi's MPM Grand

11th Floor, Unit No 1204

Yella Reddy Guda Road, Ameerpet

Hyderabad Telangana 500 073, INDIA

T +91 40 2776 0423

Kochi

Pioneer Tower

207-208 Second Floor, Marine Drive

Kochi 682 031, INDIA

T +91 484 410 9999

Mumbai

Lotus Corporate Park

G-1801 CTS No.185/A

Graham Firth Compound

Western Express Highway, Goregaon East

Mumbai 400 063, INDIA

T +91 22 4921 4000

Affiliés Nationaux

Bhubaneswar, Chandigarh, Pune and
Vishakhapatnam

Clause de non-responsabilité : Toutes les précautions ont été prises pour s'assurer que les informations contenues dans ce document proviennent de sources fiables et sont exactes. Toutefois, ce document n'a pas vocation à fournir un conseil juridique, fiscal, comptable ou professionnel de quelque nature que ce soit. Il est recommandé de solliciter un avis approprié avant d'entreprendre toute action sur des sujets spécifiques.